

Mercredi (après-midi) 21 janvier 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

23 2014.RRGR.1150 Motion 232-2014 von Kaenel (Villeret, PLR) Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale

N° de l'intervention: 232-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 17.11.2014
Déposée par: von Kaenel (Villeret, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 7
Urgence: accordée le 20.11.2014
N° d'ACE: 1512/2014 du 17 décembre 2014
Direction: SAP

Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur l'aide sociale (LASoc) de la façon suivante :

Art . xx (nouveau)

Programme d'occupation des demandeurs

1. Pour obtenir des prestations matérielles de l'aide sociale, la personne qui en fait la demande doit travailler au service de sa commune de résidence ou du canton de Berne durant le mois qui suit l'obtention de l'aide sociale si :
 - elle est en âge de travailler,
 - elle est apte au travail à hauteur de 50% au moins, et
 - elle n'a pas la garde de ses enfants.
2. Le Conseil-exécutif peut ordonner d'autres motifs d'exclusion du programme d'occupation des demandeurs ; il en fixe les modalités d'application.

Développement

Le taux d'aide sociale dans le canton de Berne reste au-dessus de 4 pour cent de la population, malgré une bonne situation économique en Suisse. Plus de la moitié des bénéficiaires sont soit des familles monoparentales ou des couples avec enfants (Sources, OFS). Le projet de programme d'occupation n'a pas pour but de stigmatiser encore plus ces catégories de bénéficiaires de l'aide sociale, mais plutôt le 30 pour cent de personnes seules, souvent jeunes et en âge de travailler.

La présente motion se réfère au projet « Passage » qui est réalisé avec succès dans la ville de Winterthur et qui a été depuis repris notamment en ville de Zurich, et récemment voté par le Grand Conseil valaisan.

Le programme est fondé sur le principe de « prestation et contre-prestation ». L'engagement d'un mois dès l'obtention de l'aide sociale doit être une condition *sine qua non* pour pouvoir percevoir une aide, sauf motif d'exclusion.

La mesure est double et permet de tenir à distance de l'aide sociale toute personne réalisant secrètement une activité rémunérée non déclarée ou ne désirant pas exercer d'activité du tout malgré une capacité concrète de travail. Elle permet aussi de pousser les demandeurs à rester actifs selon le principe du *gate-keeping* dans un objectif d'une meilleure intégration.

L'expérience de Winterthur s'est révélée être un grand succès : à la fin du mois d'occupation, plus qu'une personne sur deux a encore besoin de l'aide sociale. Une analyse coût-utilité menée de manière indépendante a montré que ces mesures d'intégration par le travail se révèlent payantes à moyen terme : pour chaque franc investi, quatre sont économisés.

Généralement, le caractère obligatoire du programme est bien accepté par les bénéficiaires. Le programme permet de retrouver et/ou garder une structure journalière, condition essentielle à l'exercice d'une activité professionnelle et le programme permet aussi une clarification du potentiel professionnel des participants.

Ce projet a déjà fait ses preuves dans d'autres cantons et tient compte des principes généraux en matière d'aide sociale (respect de la dignité humaine, subsidiarité, individualisation, prestation et contre-prestation).

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande la création d'une base légale permettant d'exiger des personnes sollicitant l'aide sociale qu'elles travaillent pendant un mois au service de leur commune de résidence ou du canton. Cette obligation implique la mise sur pied de programmes d'occupation par les communes et le canton. C'est la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) qui assure actuellement les prestations requises en vue de l'évaluation, de l'occupation, du placement et de la réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale. Les partenaires avec lesquels elle a conclu des contrats de prestations proposent un millier de places, pour la plupart non rémunérées, qui coûtent en moyenne 20 000 francs par année (éventuel salaire non inclus).

Entre 2011 et 2014, ce dispositif était complété par une quarantaine d'emplois tests, qui visaient à évaluer l'aptitude au travail ainsi que la motivation des participants. Cette offre créée suite à l'adoption de la motion Messerli (M 182/2009), similaire à la présente intervention, a été supprimée dans le fil de l'examen des offres et des structures de 2013, vu ses résultats modestes par rapport au coût (environ 60 000 francs par place et par an, salaire inclus). Force est cependant de constater que l'éventuel effet dissuasif n'est pas mesurable, puisque les personnes qui renoncent à demander l'aide sociale par peur de se faire imposer un tel emploi ne se manifestent pas auprès des services sociaux et ne peuvent donc pas être recensées.

L'engagement d'un mois exigé par le motionnaire, sauf motif d'exclusion, est à rémunérer, et ce selon le modèle du projet « Passage » appliqué depuis un certain temps par Winterthour.

D'après l'expérience de la ville zurichoise, un cinquième environ des personnes qui s'inscrivent à l'aide sociale remplissent les conditions d'une assignation au programme « Passage », dont une bonne partie y participent effectivement. Dans le canton de Berne, cela correspondrait à 2400 personnes sur les 12 000 nouveaux demandeurs annuels d'aide sociale. Les inscriptions s'étalant sur l'ensemble de l'année, une place pourrait accueillir jusqu'à 12 personnes. Il conviendrait donc d'en proposer 200 à 250 dans l'ensemble du canton en prévoyant une petite marge pour les périodes de transition.

Compte tenu des 20 000 francs de frais d'exploitation mentionnés plus haut, ce modèle occasionnerait un coût d'environ 5 millions de francs, charges salariales en sus (selon le modèle « Passage »). Etant donné que les salaires remplaceraient l'aide matérielle, seules seraient à compter les assurances sociales et les franchises sur le revenu, qui dépendent de différents facteurs. En tablant sur une moyenne de 850 francs par personne et par mois, il faudrait ajouter quelque 2 millions de francs.

Par ailleurs, les modèles de Winterthour, de Zurich et du Valais évoqués par le motionnaire proposent tous des solutions de raccordement (programme d'occupation ou engagement par une entreprise sociale, p. ex.). Or le canton de Berne ne dispose pas partout d'une offre de ce type, pour laquelle il faudrait largement augmenter le nombre de places, ce qui entraînerait encore des frais supplémentaires non négligeables.

Aussi approximatif soit-il, ce calcul montre qu'un tel système engendrerait des coûts relativement élevés. Ceux-ci seraient en partie compensés par l'apport direct des travaux d'utilité publique (déblaiement, entretien de chemins de randonnée, etc.) et par les économies réalisées dans l'aide sociale (soutien supprimé, non demandé ou de durée réduite). Reste que le lien de cause à effet n'est pas toujours clairement établi, comme le montrent les évaluations disponibles.

Le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion pour une question de coût. Il reconnaît cependant que, selon la situation, il peut être judicieux de prévoir une occupation dès l'inscription à l'aide sociale. Aussi sera-t-il possible, à partir de 2015, de proposer des places d'essai dans le cadre des programmes d'occupation et d'insertion. Leur nombre étant limité, les services sociaux devront les réserver aux personnes dont la motivation ou l'aptitude au travail soulèvent de sérieux doutes.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Tout d'abord, permettez-moi de vous rappeler quelques chiffres et faits sur l'aide sociale en Suisse. On constate une certaine disparité déjà dans les taux d'aide sociale entre les cantons. Sur un petit tableau, on peut voir 1,2 pour cent aux Grisons, 3,2 à Zurich, 4,1 à Berne, 5,4 à Genève, etc. Plus l'on va à l'Ouest, plus le taux monte. S'agit-il là d'une influence française, ce n'est pas à moi d'y répondre. On parle ici du taux, mais il convient aussi de regarder au niveau des variations de ces taux d'aide sociale ces dernières années. Selon l'OFS, encore des statistiques, on les aime ou on ne les aime pas, en 2005 et 2012, on constate que certains cantons ont réussi à faire baisser leur taux d'aide sociale. Autre petit panneau: aux Grisons, à Lucerne, on a des baisses de plus de 10 pour cent, alors que dans d'autres cantons, dont le canton de Berne, nous avons une tendance inverse. Nombre de cantons ont vu leur taux augmenter considérablement durant cette période. L'aide sociale ne doit pas être une assurance de substitution sur le long terme comme cela tend à le devenir. Ne voit-on pas maintenant des jeunes de la deuxième génération pointer à l'aide sociale? Une forme de vie qui, malheureusement pour certains, est tout à fait naturelle, ceux-ci n'ayant connu que cela à la maison. D'ailleurs, nous avons tous reçu une charmante lettre de la commune de Koppigen montrant le ras-le-bol de celle-ci, et ce n'est certainement pas la seule commune, de voir que nombre de leurs charges sont en augmentation, dont par exemple, plus de 50 pour cent sur les neuf dernières années au niveau de l'aide sociale. Dans la commune de Villeret où j'habite, nous allons aussi faire une petite étude sur l'augmentation de nos coûts d'aide sociale sur les cinq dernières années. Au niveau du droit, pour une fois, nous n'avons pas à faire à une réponse de juriste argumentant que tel projet serait anticonstitutionnel ou contraire au droit en vigueur. Certes, le fait que le canton du Valais ait déjà mis en place les bases législatives, nouvelle loi, règlements, etc. pour un tel projet a certainement facilité les choses. De plus, le canton de Neuchâtel aussi, champion de l'aide sociale toutes catégories, a aussi un projet similaire dans le pipeline.

Maintenant, le plat principal: les coûts! Laissez-moi vous rappeler par quelques chiffres ce que représente l'aide sociale individuelle pour les non-initiés, il y en a certainement dans la salle, par deux exemples-type. Le cas A, un célibataire suisse de 35 ans en bonne santé, loyer usuel, j'ai pris Jura bernois Berne, 700 francs, charges 20 pour cent, 140 francs, LaMal Assura franchise – je fais de la pub – de 400 francs, le forfait d'entretien individuel, 986 francs, supplément d'intégration, il est obligatoire, 100 francs, une part pour le dentiste-hygiéniste, 25 francs, l'assurance RC ménage, 18 francs, j'arrive à un total de 2369 francs, on multiplie par douze, il n'y a pas de treizième salaire, vous avez une somme d'environ 28 000 francs par année. Je vous rappelle que la rente AVS d'une personne seule est de 2350 francs par mois. On peut faire la même chose avec le cas B d'une famille de cinq personnes, bla bla, et là, on arrive en fonction des forfaits d'entretien, et surtout des suppléments d'intégration, entre 6000 et 6500 francs par mois.

L'argument principal du gouvernement contre ma proposition est essentiellement d'ordre financier, argumentant que la création de telles places de travail serait certainement disproportionnée par rapport au résultat. Attention, il ne s'agit pas ici d'emplois de réinsertion à proprement dit, mais plutôt de faire prendre conscience aux futurs bénéficiaires de l'aide sociale que droit égal devoir. En résumé, aide sociale oui, mais pas sans contrepartie. Le projet ne demande pas la création d'emplois encadrés avec une armée de socio-thérapeutes ou d'éducateurs spécialisés, voire même un suivi psychologique hebdomadaire. Non, juste obliger certaines catégories de demandeurs d'aide sociale de reprendre un rythme de travail pendant au moins un mois pour pouvoir justifier les prestations d'aide sociale. Néanmoins, je suis conscient qu'un tel programme au niveau canton-communes va demander une période transitoire conséquente. *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* Il va encore falloir faire des tests, et c'est pour ceci que je transforme ma motion en postulat, en espérant qu'au niveau de la Commission, tous les détails puissent être réglés.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion ist mehrheitlich überzeugt, dass die Forderung des Motionärs, wonach Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller der Sozialhilfe während einem Monat für ihre Gemeinden Arbeitsleistungen erbringen sollten, weder den Gemeinden noch den SozialhilfeempfängerInnen einen Mehrwert bringt. Es ist nicht ganz klar, was ein solcher Ansatz bezwecken soll. Eine Qualifikation für den Arbeitsmarkt für die Betroffenen bringt ein solcher einmonatiger Einsatz bestimmt nicht. Der Aufwand für die Gemeinden wäre enorm hoch, weil der Sozialhilfeempfänger eine intensive Betreuung für diese kurze Zeit braucht. Im Vergleich zum Nutzen sind Aufwand und Kosten also viel zu hoch. Lernen kann der Sozialhilfeempfänger in einem Monat nicht viel, deshalb kann nicht von einer Integration in den Arbeitsmarkt als Ziel gesprochen werden, obwohl dies einer der wichtigsten Zwecke für die Sozialhilfeempfänger wäre. Der Motionär

erwähnt, dass damit Schwarzarbeit vermieden werden kann. Schwarzarbeit akzeptieren wir nicht. Sie ist verboten und muss strafrechtlich verfolgt werden. Dafür haben wir ja das System der Inspektoren eingeführt. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort erwähnt, sind die Erfahrungen mit Testarbeitsplätzen den deklarierten Erwartungen nicht gerecht geworden.

Für ein solches Vorgehen gibt es auch praktische Schwierigkeiten: Was macht eine Gemeinde, wenn sich mehrere Personen im gleichen Monat anmelden? Man kann nicht immer Wanderwege reparieren! Der Einsatz von Unerfahrenen kann sogar Schaden verursachen. Dies insbesondere dann, wenn Einsätze eher zufällig als beabsichtigt zustande kommen. Die Idee ist nicht neu. Ich erzähle Ihnen ein mir bekanntes Beispiel. Ein Mann wurde mit ähnlichen Gedanken an eine Gemeinde überwiesen. Er solle ein bisschen herumschauen, gemeindeinterne Post hin und her bringen, Papier in das Kopiergerät füllen usw. Eines Morgens konnte er eine Türe des Gemeindehauses nicht aufschliessen. Er hatte schon früher bemerkt, dass der Schlüssel ein bisschen quietschte, und er überlegte sich, was er machen könnte, ohne gleich die Türe aufzubrechen. Mit Maschinen konnte er gut umgehen. Er zerschnitt mit einem elektrischen Gerät die Scharniere und montierte die Türe ab. In diesem Moment kam der Gemeindepräsident ins Gemeindehaus. Er schaute ein wenig zu und ging dann. Als der besagte Mann die Türe abmontiert hatte, stellte er fest, dass die Türe ein zweites Schloss hatte. Er hatte es an diesem Tag mit seinem Schlüssel beim falschen Schloss versucht! Er kaufte darauf neue Scharniere und konnte die Türe mit seinen Erfahrungen wieder fachgerecht montieren. Das war sein persönlicher Einsatz.

Viele dieser Personen sind wohl unqualifiziert. Umso wichtiger ist es, ihnen sinnvolle Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten zu bieten, damit sie in den Arbeitsmarkt integriert werden können. Zum einen braucht es eine gewisse Investition in die berufliche Qualifikation der Betroffenen. Zum andern müssten auch die Arbeitgeber ihre soziale Verantwortung wahrnehmen. Sie sollten auch weniger qualifizierten Menschen Möglichkeiten geben und Massnahmen ergreifen, sodass sich diese in den Arbeitsprozess des jeweiligen Unternehmens integrieren können. Ein Teil der grünen Fraktion wird den Vorstoss ablehnen. Ein anderer Teil findet dieses Anliegen wichtig und wird es als Postulat unterstützen.

Reto Müller, Langenthal (PS). Wir nehmen von der Wandlung ins Postulat Kenntnis. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist wohl dennoch mehrheitlich gegen das Ansinnen. Wir halten zwar fest, dass wir im Grundsatz gar nicht so weit voneinander entfernt liegen. Denn anstatt von einer Arbeitspflicht zu sprechen, könnte man sagen, es gebe für die Bürgerinnen und Bürger des Kantons Bern künftig ein Arbeitsrecht. Das heisst, jeder hat ein Anrecht auf einen Job, wenn er arbeitsfähig ist. Und wir sorgen dafür, dass er diesen Job erhält und ausüben kann. Wahrscheinlich würden Sie dann kommen und sagen, das sei viel zu teuer. Vielleicht ist halt auch die Arbeitspflicht zu teuer, will man diese durchsetzen.

Mit Besorgnis nehmen wir zur Kenntnis, dass nun das Thema der Sozialhilfe vermehrt für gewisse Wahlkämpfe, für gewisse Parteien herhalten muss. Nachdem man bei den Ausländern durch ist, kommen nun wieder die Armen an die Reihe. Für unsere Fraktion, das wollen wir ganz klar festhalten, ist das verwerflich. Das Thema der Arbeitsintegration ist nämlich nicht neu. 2009 gab es die Motion Messerli. Ein weiterer Vorstoss zum gleichen Thema seitens der SVP ist auch noch hängig. Das ist schon bald etwas ermüdend. Die Vorstösse zeigen nämlich vor allem eines: Sie fokussieren auf das Klischee der arbeitsscheuen und unkooperativen Sozialhilfebezüger. Das sind jene 2 bis 3 Prozent, die ich im vorhergehenden Votum erwähnt habe.

Ich wage zu behaupten, dass die Vorstossenden von den Strukturen der heutigen Sozialhilfebeziehenden nicht wirklich eine grosse Ahnung haben. Ein Drittel unserer Sozialhilfebeziehenden arbeiten. Davon arbeitet ein Drittel, also ungefähr 10 Prozent alle Bezüger, über 90 Prozent. Das sind die so genannten Working Poor. Ein Drittel sind Nichterwerbspersonen. Es sind vor allem Kinder und Jugendliche. Nebenbei bemerkt sind 50 Prozent der von der Sozialhilfe unterstützten Personen unter 25 Jahre alt. Zusammen mit den Alleinerziehenden sind das die so genannten Nichterwerbspersonen. Ein weiteres Drittel ist effektiv erwerbslos. Hier könnte man vielleicht etwas in Richtung Arbeit machen. Es stellt sich die Frage, ob sich darunter nicht auch IV-Rentner befinden, die in der heutigen Arbeitswelt keinen Job mehr finden, den sie erfüllen können.

So kommt man auf etwa 20 Prozent, die man überhaupt in einen solchen Arbeitseinsatz entsenden könnte. Wir müssten also Jobs für 150 bis 200 Personen schaffen. Es ist wahrscheinlich nicht so sinnvoll, 200-mal denselben Platz wischen zu lassen. Man müsste sich also überlegen, was die Betroffenen denn machen würden. Diese müssen auch bezahlt werden. Das machen sie nicht gratis

– das hat das Bundesgericht bereits einmal entschieden. Zudem brauchen sie Betreuung, und das kostet auch wieder. Wie Sie dem Bericht des Regierungsrats entnehmen konnten, würden sich die Kosten auf mindestens 5 Mio. Franken belaufen, zuzüglich der Lohnkosten.

Wir haben das in Langenthal einmal geprüft, mussten es jedoch verwerfen, da wir festgestellt haben, dass ein solches Arbeitsrecht, beziehungsweise eine Arbeitspflicht zu teuer ist. Und, liebe Kolleginnen und Kollegen, wir hatten ein solches Instrument. Wir hatten ein Werkzeug, um abzuklären, ob jemand arbeitsfähig ist und welche Qualifikationen mitgebracht werden. Es waren die Testarbeitsplätze. Diese wurden im Rahmen der Sparmassnahmen eingespart, weil man sagte, man könnte nicht ausweisen, ob sie effektiv etwas bringen. Man kann nicht alles beweisen. Damals hat man jedenfalls gesagt, man könne nicht beweisen, dass sie etwas bringen. Und darum wurden sie gestrichen.

Mit diesem Vorstoss verlangen Sie aus meiner Sicht die Rückeinführung der Testarbeitsplätze. Damit wäre ich einverstanden. In unserer Fraktion gibt es grosse Sympathien für deren Wiedereinführung. Damit hätten wir wieder ein qualifiziertes Instrument für die sozialen Dienste. Sie könnten dann abklären lassen, ob und wie die Leute einsetzbar sind. Sie wollten diese Testarbeitsplätze im Rahmen der Sparmassnahmen jedoch nicht mehr, liebe bürgerliche Kolleginnen und Kollegen. Und jetzt wollen Sie sie wieder. Als nächstes müssen Sie dann wieder mehr Anreizsysteme in der Sozialhilfe fordern. Diese haben wir mit der Kürzung der Integrationszulagen ebenfalls heruntergefahren. Dann sind wir wieder auf dem Stand vor den Massnahmen der ASP. Recht herzlichen Dank! Fragen Sie doch mit Blick auf künftige Vorstösse in Sachen Sozialhilfe bei Ihren Sozialdiensten nach, was Sinn macht und was nicht. Dann müssen Sie auch nicht noch kurzerhand ins Postulat wandeln oder zurückziehen.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Grundsätzlich ist der Gedanke des Motionärs, Leistung gegen Gegenleistung, nicht unsympathisch. Er widerspiegelt bestimmt auch den Tenor einer Mehrheit der Bevölkerung. Das Projekt «Passage», wie es in den Städten Zürich und Winterthur zur Anwendung kommt, ist ein Instrument, das dem Gedanken des Motionärs Rechnung trägt. Es wurde für Personen geschaffen, die sich auf der Sozialhilfe angemeldet haben, und deren Anspruch auf längerfristige Sozialhilfe positiv geprüft wurde. Durch die enge Zusammenarbeit zwischen der zentralen Anlaufstelle und der Koordinationsstelle für Arbeitsprojekte als Programmträger des Projekts «Passage» erfolgen Zuweisung und Programmantritt sehr rasch. Die Arbeiten erfolgen hauptsächlich im Wald der Stadt Winterthur. Gleichzeitig erhalten die Gesuchsteller Informationen über den Umgang mit Finanzen, Gesundheit und Kontakt mit Ämtern. Sie sehen: Es braucht verschiedene Akteure, damit das Projekt funktioniert. So weit ist der Kanton Bern aber noch nicht. Und gemäss den Zahlen, welche die Regierung in ihrer Antwort bekannt gibt, ist das Projekt «Passage» für den Kanton Bern noch nicht reif. Mit dem Konzept «Bias» stellt die Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) die Beschäftigungs- und Integrationsangebote in der Sozialhilfe bereit. Das Konzept beinhaltet verschiedene Leistungsbereiche. Die GEF kann über 1000 Jahresplätze inklusive Taglohnangebot anbieten. Grossrat Sancar hat vorhin gesagt, das Kosten-Nutzen-Verhältnis sei fraglich. Auch wir haben uns das gefragt. Nichtsdestotrotz begrüsst die BDP-Fraktion den Entscheid des Motionärs, den Vorstoss ins Postulat zu wandeln. So können wir einem Postulat grossmehrheitlich zustimmen. Es spricht für den Kanton Bern, wenn er die bestmögliche Lösung für eine Arbeitsintegration für Sozialhilfeempfänger prüft.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Auch wir von der glp haben uns überlegt, was wir mit dem Vorstoss machen sollen. Die Motion hätten wir abgelehnt. Für ein Postulat konnten wir eine gewisse Begeisterung entfalten. Wir werden diesem zustimmen. Wir sehen die grundsätzliche Stossrichtung der Motion. Die Begründung der Regierung konnten wir nachvollziehen und hätten die Motion daher abgelehnt. Die Problematik besteht jedoch. Dass man mit einem Postulat etwas macht, das in diese Richtung geht, ist für uns nachvollziehbar und plausibel. Ich bin selbst auch Arbeitgeber und biete auch Arbeitsplätze an, mit welchen ich die soziale Verantwortung wahrnehme. Für uns als glp ist das ein ganz wesentlicher Punkt. In diesem Sinne ein Appell: Es muss nicht immer alles vom Staat geregelt werden. Gewisse Dinge liegen durchaus auch noch bei der Privatwirtschaft. Würde das vermehrt gemacht, so würde es vielleicht auch nicht so schlecht herauskommen.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Die SVP-Fraktion hat grundsätzlich Sympathie für die Stossrichtung des Vorstosses. Insbesondere scheint es uns sinnvoll, in gewissen Fällen einen Tatbeweis für den Arbeitswillen zu verlangen. Auch die Argumentation des Regierungsrats in der Antwort ist für uns

nachvollziehbar. Die Kosten dürften den Nutzen übersteigen, würde man das flächendeckend einführen, wie es in der Motion ursprünglich gefordert wurde. Uns erscheint jedoch die Stossrichtung sinnvoll. Wir unterstützen daher ein Postulat. An die Vorredner möchte ich Folgendes richten: Diejenigen, die sich insbesondere in den Gemeinden über die immer höher werdenden Kosten der Sozialhilfe Sorgen machen, und auch über die immer höher werdenden Kosten des Lastenausgleichs, machen nicht nur Wahlkampf. Vielmehr machen sie sich Sorgen um ein echtes Problem.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Hätte der Motionär den Vorstoss nicht ins Postulat gewandelt, könnten wir diesen nicht unterstützen, obschon der Motionär Fraktionsmitglied ist. Die Idee ist grundsätzlich sehr gut. Wie meine Vorrednerinnen und Vorredner ausgeführt haben, möchten wir alle den Forderungen grundsätzlich nachkommen, hätten wir die finanziellen Mittel dafür. Wir anerkennen, dass die Vergleiche mit dem Wallis und mit Winterthur nicht eins zu eins angestellt werden können. Das wird vom Regierungsrat in seiner Antwort ausgeführt. Eventuell gäbe es auch andere, weniger kostenintensive Lösungen, beispielsweise einen Ausbau der erwähnten Beschäftigungs- und Integrationsangebote, wie sie in der Antwort des Regierungsrats erwähnt werden. Bekanntlich wird das Sozialhilfegesetz (SHG) revidiert. Der Aspekt der Arbeitsintegration soll nicht von Beginn weg verworfen werden. Die FDP unterstützt daher den Vorstoss in Form eines Postulats.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Ich kann es vorwegnehmen: Die Mehrheit der EVP-Fraktion hat Sympathien für das Anliegen des Motionärs. Wir sind der Meinung, das hier vorgeschlagene Modell sei sinnvoll. Vor fünf Jahren habe ich persönlich einen ähnlich lautenden Vorstoss eingereicht. Er wurde vom Grossen Rat angenommen – leider nur in Form eines Postulats. Im Jahr 2013 haben gemäss Angaben der GEF 46 418 Personen im Kanton Bern Sozialhilfeleistungen bezogen. Das entspricht im Vergleich mit dem Vorjahr einer unveränderten Sozialhilfequote von 4,6 Prozent. Die Kosten beliefen sich auf 451 Mio. Franken. Gegenüber 2012 blieben sie stabil. Von einer Trendumkehr kann aber trotzdem keine Rede sein. Dies umso mehr, als die Bezügerinnen und Bezüger heute tendenziell über eine längere Dauer von der Sozialhilfe abhängig sind. Ein beträchtlicher Teil der unterstützten Personen ist unter 25 Jahre alt. Das ist besorgniserregend. Für einen «Turnaround» in der Sozialhilfe braucht es konkrete Massnahmen. Einerseits soll der Missbrauch von Unterstützungsleistungen verhindert werden. Andererseits soll die Integration der Bezügerinnen und Bezüger in den Arbeitsmarkt gefördert werden. Das vom Motionär geforderte Modell könnte zu beiden Zielen einen Beitrag leisten, wenn wir uns bei der konkreten Ausgestaltung am Modell «Passage» aus Winterthur orientieren.

«Passage» dient, wie es der Name sagt, gewissermassen als Schwelle, die vor dem Eintritt in die Sozialhilfe überschritten werden muss. Die Verpflichtung, vor einem regulären Sozialhilfebezug an einem Arbeitseinsatz teilzunehmen, leistet einen konkreten Beitrag zur Missbrauchsbekämpfung. Er schafft Klarheit darüber, ob die angemeldeten Personen ihre Erwerbsmöglichkeiten wirklich ausgeschöpft haben oder bereits anderweitig einer Beschäftigung nachgehen. Das Projekt «Passage» leistet aber auch einen Beitrag zu einer rascheren Integration in den Arbeitsmarkt. Neben dem Arbeitseinsatz, und das ist wichtig, werden die Teilnehmenden intensiv betreut und begleitet. In Coachings werden die persönlichen Möglichkeiten der Teilnehmenden und ihr Potenzial für eine Stelle im ersten Arbeitsmarkt abgeklärt. Es werden auch Hilfestellungen bei Problemen geleistet. Entscheidend für den Erfolg bei der Arbeitsintegration ist, dass die Teilnehmenden von Anfang an eine Tagesstruktur erhalten, dass sie ihre Probleme angehen, ihre eigenen Fähigkeiten reaktivieren und tragfähige Perspektiven entwickeln. Und das eben bereits vor und nicht erst nach dem regulären Eintritt in die Sozialhilfe.

Die «Sozialpassage» zahlt sich auch finanziell aus. Eine Studie hat aufgezeigt, dass pro investierten Franken eine Einsparung von rund 4 Franken resultiert. Die Praxis von Leistung und Gegenleistung erweist sich dabei als richtig und effizient. Nach der Meinung der EVP-Fraktion braucht es eine aktivierende Sozialhilfe, und zwar noch viel mehr, als das heute der Fall ist. Es sollen nicht nur Unterstützungsleistungen ausbezahlt, sondern auch Gegenleistungen gefordert werden. Das soll jedoch nicht im Sinne einer Strafe oder Sanktion erfolgen, sondern, um den Langzeitarbeitslosen zu einer sinnvollen Beschäftigung zu verhelfen. So erhalten sie Wertschätzung und können der Gesellschaft, die sie unterstützt, etwas zurückgeben.

Selbstverständlich geht es auch darum, die Sozialhilfebezügerinnen und -bezüger zur Arbeit und zu Integrationsleistungen zu motivieren, sie gezielt zu fördern und zu qualifizieren und auf die

Arbeitswelt vorzubereiten. Dazu müssen wir jedoch gleichzeitig konkrete Integrations- und Bildungsangebote bereitstellen, und zwar mehr als das bereits heute der Fall ist. Darin gehen wir mit der Regierung einig. Und all das kostet Geld, viel Geld. Das Projekt «Passage» zeigt aber, dass sich solche Investitionen lohnen. Die erfolgreiche Integration von Sozialhilfebezügerinnen und -bezügern in den Arbeitsmarkt spart langfristig Kosten und verhindert ein lebenslanges Sozialrentnertum.

Nicht zuletzt mit Blick auf die demografische Entwicklung geht es auch darum, ein brachliegendes Arbeitskräftepotenzial an gesunden und arbeitsfähigen Personen besser auszuschöpfen und zu integrieren. Die EVP-Fraktion unterstützt wie eingangs gesagt das Postulat grossmehrheitlich.

La présidente. Je n'ai plus de groupe, donc Mme Mühlheim à titre personnel, c'est à vous.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Herr Messerli, es wäre «gäbig», wenn sich unsere Sozialhilfebezüger immer so verhalten würden, wie man es sich wünscht. Ihr Votum hat mich daran erinnert, dass wir vor ein paar Jahren Ihre Motion angenommen und in der Zwischenzeit umgesetzt haben. Oh je! Es war eben nicht so, wie gewünscht. Sowohl in Bern als auch an andern Orten haben wir gesehen, dass die Projekte zwar zum Teil etwas gebracht haben. Aber lesen Sie die Auswertungen. Nicht zuletzt nimmt ja jetzt auch der gute Bericht der GEF dazu klar Stellung. Es war eben nicht das Gelbe vom Ei. Darum unterstützt unsere Fraktion die Stossrichtung nur als so genanntes Postulat.

Kolleginnen und Kollegen, wir haben heute eine Motion eingereicht, alle sechs Parteien zusammen, mit der wir sagen, dass Handlungsbedarf besteht. Auch die Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) sagen es klar: Nimmt jemand die Aufrechterhaltung seiner Notlage nicht selbst in Angriff und macht Arbeitsverweigerung, so ist von einem Missbrauch zu sprechen. Wir wissen das, und genau diese 5 Prozent machen alle politischen Diskussionen so schwierig. Denn die übrigen 95 Prozent, die dieses Verhalten nicht zeigen, werden immer in den gleichen Topf geworfen. Bereits das heutige Gesetz gibt uns die Möglichkeit, nach dem Subsidiaritätsprinzip eine höhere Kürzung zu machen. Denjenigen Leuten, die eine Arbeit verweigern, das heisst einen vorhandenen Arbeitsplatz auf dem zweiten Arbeitsmarkt nicht antreten, kann man die Sozialhilfe kürzen.

Mit Erstaunen stelle ich als Profi in diesem Bereich fest, dass die Sozialdienste diese Intervention nicht machen. Ich habe genau mit jenem Klientensegment zu tun, das nicht so gerne arbeitet. Darum verlangen wir, dass geprüft wird, wie die bestehenden Gesetze vermehrt zur Anwendung kommen können, im Sinne eines Bonus-Malus-Systems. Wir hoffen, die GEF werde diese Anliegen zur Kenntnis nehmen und uns stützen. Aber die Richtung, wie sie hier vorliegt, hatten wir bereits. Wir unterstützen das Postulat im Sinne eines Appells an die GEF, sich noch mehr Gedanken dazu zu machen, wie die beiden Gruppen – diejenigen, die arbeitswillig sind und betreut werden müssen und diejenigen, die einfach keinen Bock haben zu arbeiten, weil sie es teilweise auch nie gelernt haben – besser unterschieden werden können. Wir haben beide Gruppen. Wir müssen uns noch mehr darum kümmern, wie wir die einen über monetäre Massnahmen sanktionieren können.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die Stossrichtung, wenn ich das richtig verstanden habe, ist von der Regierung nicht bestritten. Sie hat in ihrer Antwort sogar geschrieben, dass sie Schritte in diese Richtung unternehmen wird, jedoch angepasst und ausgerichtet auf die Situation im Kanton Bern. Was ich heute Nachmittag hier erlebe, liebe Kolleginnen und Kollegen, ist alles andere als eine kohärente Sozialpolitikdebatte. Ich erlaube mir daher, dazu einige Dinge zu sagen. «Sozialschmarotzer», «Sozialhilfetourismus», «Missbrauch der Sozialhilfe», «Sozialhilfeinspektoren», die ganze Geschichte um die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde von letzter Woche – all das hören wir immer wieder und auf verschiedene Art.

Allenthalben, und gerade von rechter Seite, ist eine gut orchestrierte Geschichte im Gange, in der nur noch über die Kosten der Sozialhilfe debattiert wird. Wegen 2 bis 3 Prozent nicht kooperativer Sozialhilfeempfänger herrscht in unserem Land geradezu eine Armenjagd. Die anderen 97 Prozent der Sozialhilfebeziehenden bleiben auf der Strecke. Es muss Schluss damit sein, dass eine komplexe menschliche Thematik auf eine simple Empörungsmache, auf Wahlkampf oder Bashing heruntergebrochen wird. Das geht einfach nicht mehr!

Vollbeschäftigung gab es nie und gibt es immer weniger. Die Zahl der Langzeitarbeitslosen nimmt zu, und damit auch die Zahl der Menschen, die auf Sozialhilfe angewiesen sind. Tatsache ist, dass in unserer Gesellschaft die Schere zwischen Arm und Reich immer mehr aufgeht.

Interessanterweise leiden die reichen Menschen an genau den gleichen sozialen oder Stresssymptomen wie die armen, wenn das so läuft. Tatsache ist auch, dass die Hälfte der Sozialhilfebeziehenden im Kanton Bern unter 25 Jahre alt sind. Es scheint mir fast so, als sei Sozialhilfe vererbbar. Das sind Dinge, die uns zu denken geben müssen. Sozialhilfe kann an eine Generation übergeben werden, wenn wir nicht rechtzeitig Gegensteuer geben.

Vieles von dem, was hier gesagt wurde, dient der politischen Profilierung und nicht dem Ziel, die Sozialhilfe tatsächlich zu verbessern. Es ist an der Zeit, dass wir auch in diesem Rat über Werte und gemeinsame Verantwortung sprechen und diese auch wahrnehmen. Nicht alle Menschen sind in der Lage, enorm erfolgreich zu sein oder auf der Überholspur des Lebens das Beste zu bieten. Es gibt auch diejenigen, die straucheln und stolpern. Wir müssen uns darüber im Klaren sein, wie wir mit diesem Teil der Gesellschaft umgehen. Wir müssen wissen, warum Menschen, die nicht arbeiten, das nicht tun. Es ist ganz klar nicht primär, dass sie nicht wollen, sondern häufig ist es so, dass der Arbeitsmarkt sie nicht will oder keine existenzsichernden Löhne bezahlt. Geben wir daher der Regierung die Möglichkeit, das Programm zu machen, das sie machen will, und lehnen wir diese Motion ab.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Vorerst möchte ich auch unterstreichen, dass ich die Ausgangslage, dass so viele Menschen von der Sozialhilfe abhängig sind, äusserst problematisch finde, und zwar für alle Beteiligten. Ich arbeite in einem so genannten Beschäftigungsprogramm. Wir haben die so genannten Bieler Testarbeitsplätze für die Region Biel angeboten. Der Aufwand ist sehr gross, und die Wirkung war meiner ganz persönlichen Meinung nach fragwürdig. Und nun soll der Staat einmonatige Einsatzplätze anbieten. Das wird von derjenigen Fraktion verlangt, die immer wieder von einer aufgeblasenen Sozialindustrie spricht. Kolleginnen und Kollegen, ich spreche aufgrund eigener Erfahrungen in meinem beruflichen Alltag. Die grosse Mehrheit der so genannten Programmteilnehmer muss begleitet werden. Der Aufwand ist beträchtlich. Die ausgelösten Kosten und der administrative Aufwand lohnen sich für einen Monat definitiv nicht. Darum lehne ich auch das Postulat ganz klar ab.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ich kann nichts grundsätzlich Falsches darin sehen, wenn arbeitslose Sozialhilfeempfänger in die Arbeit, die im öffentlichen Interesse liegt, mit einbezogen werden. Es gäbe viel, genügend, gute und sinnvolle Arbeit. Das Miteinbeziehen in Arbeiten wird jedoch nicht zu finanziellen Entlastungen führen. Unter dem Strich wird ein Mehraufwand resultieren. Diese Menschen brauchen viel Betreuung. Ich werde dem Postulat auf jeden Fall zustimmen.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Dein Votum, Ursula Brunner, hat mich doch «vom Stuel glüpft». Genau ein solches Votum, wie du es abgegeben hast, trägt überhaupt nichts dazu bei, dass man mit links, rechts oder der Mitte etwas konstruktiver sprechen kann. Du stellst Vorwürfe in den Raum und sagst, alles sei wahlpolitisch begründet. Hast du dir schon einmal überlegt, wie viele bürgerliche Gemeinderäte zum Beispiel Beschäftigungsprogramme aufgebaut haben und auch über Sozialpolitik diskutieren wollen? – Unter anderem auch ich. Ich sage es nun halt doch, auch wenn man es vielleicht nicht so gerne hört. Genau dein Votum lässt das nicht zu, weil ihr das Gefühl habt, ihr hättet das gepachtet, und alles andere, das von der rechten Seite kommt, ist einfach «Armenjagd». Ich verbitte mir hier solche Voten. Sorry, da kommen wir keinen Schritt weiter!

Du hast von einem Prozentsatz von Sozialhilfebezügern gesprochen, die allenfalls Missbrauch betreiben. Das ist eine Minderheit, da magst du Recht haben. Aber sprich einmal von der anderen Seite, von 95 Prozent KMU-Mitgliedern, die genau eine solche soziale Aufgabe übernehmen und Leute im Tieflohnniveau oder mit niedrigem Bildungsstand beschäftigen. Man muss auch das anerkennen, nicht nur die andere Seite. Ich bitte dich also, Ursula, und möchte gerne einmal mit dir darüber reden: Wollen wir wirklich in den Dialog kommen, auch hier in diesem Rat, dann muss man auch die andere Seite anerkennen und zur Kenntnis nehmen, dass diese es nicht nur schlecht meint. Denn der vorliegende Vorstoss leistet eigentlich den richtigen Ansatz.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Par où commencer? Tout à l'heure, nous avons parlé du rapport social. Je dois vous dire que tous les gens que j'ai rencontrés dans le cadre des rapports sociaux que l'on a fait et qui étaient concernés par la pauvreté, tous sans exception voulaient travailler, tous étaient épuisés de ne pas être reconnus sur le marché du travail pour trouver du travail. C'était assez douloureux de voir cela, et une étude de

bureau BASS 2014, qui va bientôt être publiée, montre clairement qu'il y a une très forte motivation chez les gens à l'aide sociale de chercher à travailler. Tout à l'heure cela a été dit, il faut faire attention de ne pas parler trop de clichés. Je rejoins M. Lanz quand il dit qu'il s'inquiète pour l'augmentation des coûts de l'aide sociale. Oui, mais regardez ce qui se passe pour les assurances sociales au niveau fédéral, que ce soient la loi sur le chômage, la loi sur l'assurance invalidité, toutes sont devenues plus restrictives, et l'on retrouve beaucoup de gens maintenant qui n'ont plus droit à une rente AI, qui ne sont pas assez handicapés pour avoir une rente AI, mais trop malades pour avoir un travail régulier, donc on arrive à une situation un peu difficile.

Comme le motionnaire a sorti des tableaux, je vais aussi en sortir un. C'est le canton de Berne, ce n'est pas la Suisse. Ce tableau, vous l'avez tous reçu dans le cadre du rapport sur l'aide sociale matérielle qui vous a été distribué autour du mois de novembre 2014. Qu'est-ce que l'on voit depuis 2006, M. von Kaenel, sur ce tableau? On voit clairement que pour les jeunes, jusqu'à 35 ans, cela n'arrête pas de diminuer, ils sont de moins en moins nombreux. Moi, ce qui m'inquiète en terme de politique sociale, il faudra bien que l'on se pose des questions, c'est cette courbe ascendante très grave ici, et ce sont tous les 55–65 ans, ce sont des gens qui ont travaillé toute leur vie, qui se retrouvent au chômage et après à l'aide sociale, et c'est à ces gens-là à qui l'on va dire d'aller travailler s'ils veulent avoir leur argent? Cela pourrait être un signal négatif. Je crois que c'est une manière de respect vis-à-vis des gens qui cherchent du travail et qui n'en trouvent pas. Et là, je dis encore une fois et toujours, chaque fois que j'ai fait des sommets sociaux pour discuter – le dernier sommet social a eu lieu ici dans cette salle – M. von Kaenel, je demande à l'industrie et aux entreprises d'être présentes pour réfléchir ensemble comme disait M. Studer, ensemble – comment pouvoir réintégrer les gens. Les entreprises ne sont pas intéressées à venir à ce genre de choses, ils ont l'impression de venir dans la gueule du loup de gauche ou je ne sais pas quoi, mais en même temps, notre problème au niveau suisse, ce sont des citoyennes et des citoyens suisses qui cherchent du travail et il faudrait leur donner des places de travail adaptées à leur niveau. Je sais bien, les entreprises sont dans des situations de compétition, elles n'ont pas toujours des rôles faciles, je ne veux pas accuser les entreprises, mais je souhaiterais beaucoup plus de contact avec le monde du travail pour pouvoir réfléchir ensemble comment mieux pouvoir intégrer les gens. On a déjà essayé ce système de prestations contre prestations, avec les gens qui travaillent dans le canton de Berne, vous avez décidé dans le cadre des mesures EOS en novembre 2013, de supprimer cela parce qu'il fallait bien économiser tout partout. Si l'on regarde ce qui se passe en Valais, le système demande un système administratif énorme, ils n'ont pas encore économisé un franc. Donc, la question est difficile. Vous proposez maintenant de changer en postulat, moi, je peux vivre avec un postulat dans l'idée que ces places de travail-test sont extrêmement utiles, on les développe dans le cadre des POIAS, chaque situation est différente, on essaie avec les POIAS de pouvoir intégrer les gens par rapport à leurs compétences et leurs capacités, on est tous d'accord que l'on veut intégrer les gens, il faut se donner les moyens, mais ce n'est pas avec un système qui fait peur aux gens que l'on va pouvoir gagner ces gens à travailler.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Je veux revenir sur un point. Vu la discussion et le nombre d'orateurs, on voit que le sujet passionne et qu'il interpelle quand même passablement de monde. Un deuxième point, pour notre collègue Reto Müller: effectivement, c'est les 20 pour cent qu'il faudra prendre en ligne de compte, mais par contre, aller faire balayer par les 200 la même place alors qu'il y a plus de 300 communes dans le canton de Berne, là, il faudra peut-être revoir un peu l'idée. On ne parle pas seulement de l'idée au niveau canton, on en parle aussi au niveau des communes. M. le conseiller d'Etat, quand vous dites que tous voudraient travailler, mais quand je vois ceux du parc Heuer à Bienne, pour ne pas les citer - j'ai mon bureau juste en face - je ne suis pas sûr que cela soit une population où chacun voudrait travailler. Pour la catégorie 55-65 ans, on a encore un autre problème, qui n'est pas débattu ici, c'est par exemple le problème des taux de LPP, dont il faudra en tenir compte. Et au niveau de l'industrie, du fait de la globalisation, des délocalisations, les emplois à faible valeur ajoutée deviennent difficiles à créer à l'heure actuelle, très difficiles, et l'exercice du franc fort depuis la semaine passée ne va pas arranger le problème. Pour terminer, le fait de pouvoir créer les bases légales pour les communes pourra au moins leur faire dire, leur faire avoir l'excuse de dire qu'ils ne peuvent pas, qu'il n'y a pas les bases légales. Donc, je maintiens mon postulat, je suis conscient que si un tel projet devait avoir lieu, une période transitoire sera longue, parce que l'on ne peut pas faire cela du jour au lendemain, et je me réjouis, s'il est accepté, qu'en commission à 17, vous auriez certainement bien plus d'idées pour faire aboutir un tel projet que moi tout seul derrière mon bureau.

La présidente. Nous passons au vote. Comme vous avez pu l'entendre, cette motion a été transformée en postulat, affaire 23, Mise sur pied d'un programme d'occupation des demandeurs de l'aide sociale. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 97

Non 45

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté ce postulat.